

La Lettre Rouge

2 avril 2007

13

Résolution Campagne

1) Grâce à un effet prolongé et intense de centaines de militants de la LCR, nous avons obtenu les parrainages permettant la présence de notre candidat Olivier Besancenot dans la campagne présidentielle. Cette réussite doit être d'autant plus saluée que le PS avait mis d'importants obstacles à la signature des maires et que nous avons réussi nous-mêmes à dépasser la barre des 500 par les signatures que nos militants sont allés chercher, une à une, auprès des maires.

Ce premier succès permet d'entamer la dernière phase avec confiance. Il participe d'une volonté de l'organisation de s'affirmer, de la conscience collective de l'importance que nous soyons présents dans la campagne pour défendre nos propres orientations. Il crée les conditions pour que cette mobilisation de l'organisation débouche sur une large campagne pour populariser le plan d'urgence sociale, écologique, démocratique afin d'aider aux résistances, aux luttes, à leur convergence vers un mouvement d'ensemble et contribuer au regroupement des anticapitalistes.

2) Dans cette dernière phase de la campagne dans laquelle nous sommes entrés, nous voulons convaincre le maximum de travailleurs, de chômeurs et de précaires, de femmes, de jeunes de l'utilité du vote pour Olivier Besancenot. Notre campagne doit être centrée sur les questions sociales au sens large : revendications des salariés, de la jeunesse et des chômeurs mais aussi sur les questions politiques des discriminations, environnementales ou démocratiques. Nous devons jouer à fond sur l'identification de tout un secteur du salariat et de la jeunesse, y compris celles des cités et des banlieues avec Olivier. Un des atouts de notre campagne, c'est l'indépendance vis à vis des grands partis traditionnels et une perspective de renouvellement et de rupture politique présenté aux jeunes générations, aux mouvements sociaux, aux travailleurs, en mettant en avant la perspective d'une nouvelle force anticapitaliste. Les dernières initiatives confirment l'écho de notre campagne. La participation à nos derniers meetings en témoigne. Ils sont généralement deux à trois fois plus nombreux qu'en 2002 et un nouveau public semble se dessiner : jeune, prolo et issu des quartiers.

3) Olivier Besancenot est candidat pour porter les exigences sociales et politiques de tous ceux qui souffrent de la politique du Medef et de la droite. Plus nombreuses seront les voix qui se porteront sur sa candidature, plus il sera clair que nous sommes nombreux à vouloir un SMIC à 1500 euros net tout de suite, 300 euros pour tous, l'interdiction des licenciements, le partage du travail entre tous,

Sommaire

Direction nationale
31 mars-1er avril

Résolutions et motion adoptées

+ Résolution Campagne

+ Résolution législatives

+ Motion Fonctionnement

la fin des privatisations et l'embauche massive dans les services publics...

Nous souhaitons la défaite de l'extrême droite et de la droite, mais cela ne peut avoir qu'une signification si on le comprend de manière conséquente : un vote de rupture avec leur politique.

Voter pour Olivier Besancenot sera un encouragement pour tous ceux qui souffrent de la politique libérale soumise aux volontés du patronat, des banquiers et des financiers.

Voter Olivier Besancenot au premier tour, c'est dire que quel que soit le gouvernement qui sortira des urnes il faudra nous mobiliser pour faire valoir nos droits

Voter Olivier Besancenot sera un geste de confiance dans les luttes des salariés, des jeunes, des femmes, des chômeurs, des exclus pour exiger leur dû, et cela quel que soit le vainqueur de l'élection présidentielle, un geste de solidarité.

La présidentielle comme les législatives sont pour nous une tribune au service du mouvement social. Le vote pour nos candidats sera un geste d'indépendance vis-à-vis de tous les grands partis qui depuis plus de vingt ans ont mené l'offensive contre le monde du travail voulue par le patronat, un geste de solidarité, l'affirmation d'une volonté de résistance et de lutte, un geste d'encouragement.

Notre campagne est un appel à faire de la politique du point de vue de la défense des intérêts des opprimés en rupture avec les politiques institutionnelles, à prendre en main son propre destin en devenant acteur de l'action collective tant sur les lieux de travail que les quartiers. Elle s'inscrit pleinement dans le combat pour une nouvelle force anticapitaliste, un parti des travailleurs.

Résolution législatives

Avec la candidature d'Olivier à l'élection présidentielle nous pouvons envisager la présentation de candidat(e)s dans 450 à 500 circonscriptions. Dit autrement, il n'y a pas d'obstacles financiers à la présentation la plus large de candidat(e)s de la LCR. La trésorerie nationale prendra en charge tous les coûts liés au matériel officiel (Professions de foi, bulletins de vote, affiches).

Notre approche, à cette étape, est donc la suivante : nous nous préparons dès aujourd'hui à être présent partout ou presque partout, les éventuelles candidatures unitaires viendront dans un second temps.

Concrètement :

- Une commission du BP est mise en place pour superviser l'ensemble de notre dispositif.

- Les directions de villes et de fédérations font remonter au national les noms des candidats et candidates pour chaque circonscription. Afin d'assurer la parité globale, il va de soi que nous cherchons à obtenir la parité dans chaque département (ou région). Lorsqu'il s'avère difficile de trouver des candidats pour chaque circonscription les directions intermédiaires font remonter ces difficultés afin que nous envisagions centralement les solutions.

- Rappel, le rôle du mandataire financier est important. Même si dans bien des cas, le travail demandé est infime, il faut quand même le faire (ouvrir un compte, le clôturer etc...). En particulier, le dépôt des comptes intervenant au plus tard à la mi-août évitons de choisir des camarades qui partent à l'étranger tout l'été. En bref, le poste de mandataire est très important, administrativement et financièrement plus que celui de suppléant.

A propos des possibilités unitaires

Il est encore trop tôt pour apprécier réellement l'ampleur des marges de manœuvres qui s'offrent à nous. Gageons qu'il faudra attendre les résultats du premier et du second tour de l'élection présidentielle pour que le panorama soit pleinement dégagé. Ceci dit, les clarifications politiques qui ont eu lieu au cours des discussions autour de la présidentielle ne sauraient être oubliées. Pour nous, les élections législatives s'inscrivent dans la continuité de la présidentielle. Cela ne signifie pas pour autant qu'il n'y ait pas matière à discussion, juste qu'il est trop tôt pour décider.

Lors de la précédente DN, la résolution indiquait :

« Dans ce cadre la LCR sera disponible disponible pour débattre avec toutes les forces politiques de l'arc du « non » de gauche et pour aider au rassemblement des forces anticapitalistes, antilibérales conséquentes, qui refusent une perspective d'alliance avec le social-libéralisme, et étudiera toutes les possibilités d'accords locaux avec des regroupements militants se situant sur cette orientation. Les accords éventuels seront ratifiés par la DN, lors de sa prochaine session, ou à défaut par le BP. »

Nous demeurons dans la démarche adoptée lors de la précédente session de la DN. Prenant acte de la situation à cette présidentielle, la LCR s'adressera au PCF, au courant autour de José Bové et à LO pour tester ces possibilités d'accord.

Nombre de sections ou fédérations de la LCR sont d'ores et déjà engagées dans de tels contacts au niveau local, pour l'essentiel avec des comités Bové ou des collectifs dont tout ou partie des animateurs se situent dans la mouvance de cette candidature. En règle générale, ces courants ou regroupements proposent alors comme base politique les textes « ambition-stratégie » et « 125 propositions ».

Afin d'aboutir aux clarifications nécessaires à des accords, la DN invite les fédérations ou sections concernées à mettre en avant, lors de ces discussions, les points suivants.

- Par rapport au texte « ambition-stratégie » :

— Le refus des alliances gouvernementales ou parlementaires avec le PS, tel qu'il a été acté par la réunion nationale des collectifs de Montreuil (21 janvier 2007).

— Le refus de telles alliances au sein d'exécutifs locaux sociaux-libéraux. La LCR ne pourrait en aucun cas soutenir un(e) candidat(e) occupant dans un conseil régional, général ou municipal un poste de responsabilité (vice-président de conseil régional, adjoint au maire d'une grande ville...) impliquant une solidarité de gestion avec le PS sur une orientation opposée aux intérêts des travailleurs.

- Par rapport aux « 125 propositions » :

— L'interdiction des licenciements, avec les autres revendications inscrites dans cette perspective, dans une logique de remise en cause du pouvoir patronal et de la propriété privée.

— La sortie du nucléaire avec dans l'immédiat l'abandon de l'EPR.

— Le retrait de toutes les troupes françaises à l'étranger, qui dans tous les cas, y compris au Liban, servent des intérêts impérialistes contraires à la liberté des peuples.

Pour que la résolution ne prête pas à ambiguïté, autant écrire les choses clairement et simplement : les élections législatives sont une élection nationale, elles ne relèvent d'aucune expérimentation locale. Cela ne veut pas dire qu'il ne sera pas utile de prendre en compte les spécificités locales, mais tout cela se fera dans le cadre des décisions nationales qui seront prises lors de la DN des 28 et 29 Avril.

Motion « Fonctionnement »

La situation existante dans la LCR suite aux choix divergents concernant la séquence présidentielle/législatives est inédite. Fidèle à la politique suivie depuis que cette situation est apparue, la DN écarte toute mesure ou sanction administrative. Elle fait les propositions suivantes pour permettre partout le bon déroulement de la campagne d'Olivier Besancenot.

1.

La DN appelle l'ensemble des militants de la LCR à se rassembler autour de la candidature d'OB

2.

Elle rappelle qu'il est contradictoire d'appartenir à la LCR et de mener la campagne d'un autre candidat lors d'une échéance électorale, en l'occurrence J Bové pour la présidentielle.

3.

Elle rappelle que nul -militants, structures, instances - ne peut se revendiquer de la LCR ni utiliser ses sigles pour soutenir un autre candidat qu'OB

4.

Elle demande aux camarades qui soutiennent la candidature Bové de suspendre leur participation aux activités, réunions et structures de la LCR durant cette campagne électorale.

5.

Si ces camarades - ceux qui font la campagne Bové - refusent de suspendre leur participation aux structures de la LCR, la DN recommande aux autres camarades - pour autant que cela leur apparaisse nécessaire - de s'organiser de manière séparée pour assumer les activités de la campagne électorale.

6.

Dans les circonscriptions où des sections, responsables ou porte-parole mènent une autre campagne que celle d'OB - celle de Bové - les groupes de militants de la LCR qui font la campagne d'OB sont chargés de préparer et d'organiser l'activité de la LCR, pour les séquences électorales « présidentielle/législatives ».

7.

La DN suivra les problèmes soulevés par ces sections lors de ses prochaines sessions.